

# Vigilances

La lettre du



N°8 : novembre 2002

## Le retour d'Épictète

1970. Les Noirs américains sont en révolte. Richard Nixon estime que, dans un climat aussi tendu, des mesures trop spectaculaires risqueraient d'avoir des **effets pervers**. Il prend discrètement contact avec les magnats d'Hollywood et leur demande crûment de présenter dans leurs films et dans leurs productions télé « des nègres dans des rôles sympa ». A la longue, cela a eu des **conséquences positives**. En France, un problème analogue se pose à l'égard de la population d'origine nord-africaine. Plus on présentera de « gris » dans des « rôles sympa », mieux cela vaudra. Mais, en France comme aux Etats-Unis, le problème ne s'arrête pas là. Il n'y a pas que des noirs ou des « gris » qui commettent des actes de violences et la violence se présente comme un problème majeur (voir dossier en page 6). Il serait donc temps que, hors de toute contrainte législative, les directeurs de chaînes ainsi que les producteurs et distributeurs de films fassent preuve de responsabilité.

En France, **la polémique** sur les films pornos est révélatrice. D'aucuns veulent les interdire au nom de la protection de l'enfance. D'autres ne veulent rien changer au nom de la liberté d'expression. Mais qu'est-ce qui distingue un film « porno » d'un film « érotique » ? Dans la définition actuelle, les films pornos sont des films où les actes sexuels ne sont pas simulés. Pourtant, l'acte sexuel **non simulé** peut n'avoir rien de repoussant s'il est le reflet d'un amour véritable tandis que l'acte sexuel, même **simulé**, peut être franchement dégoûtant s'il s'exerce dans un climat de violence et reflète un appétit bestial. Peut-être pourrait-on prendre en compte le fond plutôt que la forme, le contexte sentimental plutôt que les définitions tatillonnes.

Le moment semble d'autant plus propice pour engager un combat contre **la violence** filmée (sexuelle ou pas) que la société, dans son immense majorité, est confusément à la recherche de **valeurs**. Le vide laissé par le déclin des religions traditionnelles semble faire place à un début de renouveau et la quête d'**harmonie** commence à faire une sérieuse concurrence à celle de la **réussite**. Dans un tel contexte, sagesse d'une part et romantisme peuvent faire figure d'idées neuves pour des sociétés qui, si elles poursuivent sur leur lancée actuelle, risquent de mal vieillir.

Marc Ullmann

P.S. : Nous avons reçu plusieurs réactions à l'alerte publiée dans Vigilances 6 sous le titre « **De la peine de substitution à la peine de réparation** ». On nous demande, notamment, ce qui différencie l'une de l'autre. La réponse est simple puisqu'une peine de réparation digne de ce nom devrait être suffisamment lourde pour que le coupable la ressente comme une **véritable sanction** et être suffisamment adaptée pour offrir aux victimes un **véritable réconfort**.

Prenons, à titre d'exemple, un cas particulièrement difficile puisqu'il s'agit d'un homicide et non d'un délit mineur. Un chauffard écrase un piéton. Envoyer le coupable en prison ne sert à rien mais on ne peut cependant se contenter d'une « peine de substitution » limitée à des « travaux d'intérêt général ». Alors quoi ? Supposons que la victime contribuait à l'entretien d'une famille. Il serait normal qu'à titre de **réparation**, la justice décide qu'une part importante des revenus présents et futurs du coupable soit versée à cette famille. Elle pourrait, de surcroît, obliger le coupable à occuper une partie de ses loisirs à des tâches domestiques au profit d'handicapés de la route. Et cela pour une durée plus longue que ne l'aurait été un séjour en prison.

M.U

**Dossier : *Délinquance des jeunes et dysfonctionnements sécuritaires. Comment agir plus efficacement***, par Sébastien Roché, politologue (France) et Chris Loeffler, spécialiste en management de la violence (Colorado, USA) - page 6.

© Club des Vigilants 2002 - Ce document est la propriété exclusive du Club des Vigilants ; toute reproduction même partielle est interdite sans autorisation préalable du Club des Vigilants.

# Alertes

Club des Vigilants  
Pour apprivoiser l'avenir

## Le bourbier pachtoun, l'abcès baloutch



Les islamistes pakistanais ont de quoi se réjouir du résultat des élections organisées par le Général président Moucharraf. Non seulement ils acquièrent une **position charnière** au Parlement national mais ils obtiennent une majorité suffisante pour former les gouvernements des deux provinces qui jouxtent l'Afghanistan et servent de plus en plus de base arrière à Al Quaida.

La province dite de la **frontière Nord-ouest** est essentiellement peuplée de Pachtouns. Cette ethnie compte environ 15 millions de membres répartis à peu près également entre l'Afghanistan et cette province pakistanaise que certains Américains appellent déjà par dérision ou amertume le « Ben Laden Land ». Dans cette zone où, depuis le 11 septembre, Oussama est le prénom le plus communément donné aux garçons, **l'armée pakistanaise s'aventure peu** et les forces américaines se contentent de lancer quelques opérations coup de poing. La situation ne peut que s'y aggraver et atteindre rapidement un seuil critique.

Le **Balouchistan** est apparemment plus tranquille mais, pour l'avenir, risque d'être encore plus dangereux. Des Baloutches, il y en a non seulement au Pakistan et en Afghanistan, mais aussi en Iran. Ils sont organisés en 18 grandes tribus plus une infinité de petites, chacune d'entre elles étant commandée par un chef, le « Sardar ». Les habitants du Balouchistan pakistanais se sont soulevés plusieurs fois contre le gouvernement central. Sensibles au charme d'Al Quaida et réceptifs à l'influence iranienne, ils semblent, à nouveau, au bord de **la révolte**. Et comme leur territoire est particulièrement stratégique (850 Km de côtes sur la mer d'Oman, juste au sud du détroit d'Ormuz où passent tous les tankers), ses paysages arides risquent de devenir un enjeu majeur des rivalités mondiales, un théâtre de guerres à venir.

### Drôle d'Histoire

Les propos que Condoleezza Rice tenait en privé (voir **Vigilances 7**) sont pratiquement devenus doctrine officielle : quand ils parlent de « l'Irak après Saddam » la plupart des hauts responsables américains font maintenant référence au « Japon après la guerre ». La conseillère de M. Bush chargée de la sécurité nationale a fait école – si tant est qu'on puisse utiliser le mot école lorsque la confusion historique brouille la réalité.

Le **Japon** est sans doute le pays du monde où la population est la plus homogène. En 1945, l'Empereur-Dieu a exhorté ses sujets à accueillir les vainqueurs avec soumission et dignité. Lorsque les premières troupes américaines ont débarqué à l'aéroport de Tokyo, les soldats japonais leur ont présenté les armes comme à la parade. Le Général Mc Arthur a ainsi pu jeter les bases d'un nouveau Japon qui, par ailleurs, maintenait ses traditions.

En **Irak**, la population, loin d'être homogène est disparate. Dans chacune de ses principales composantes, le lien social est assuré par des structures tribales. Saddam Hussein le sait et son parti, le Baas, faisant litière de son ancienne idéologie laïque et révolutionnaire, se présente maintenant comme « la tribu des tribus ». Le dictateur reçoit et gratifie les chefs de clans, libère des prisonniers, encourage le peuple à la résistance, bref crée des conditions absolument inverses à celles du Japon d'après guerre.

De plus, **l'environnement international** est en 2002 profondément différent de celui de 1945. Les pays du Moyen-orient sont fragiles, les régimes en place y sont contestés et, même au Koweït, qui, en 1991 a été sauvé par les Américains, Ben Laden fait figure de héros. Le plus probable, dans ce contexte, est qu'une invasion de l'Irak donnerait à Al Quaida l'occasion de recruter en masse des apprentis terroristes. Bien sûr, rien n'est joué d'avance et il est possible, qu'en cas de guerre, la détermination américaine balaye les traditions et paralyse les opposants. Il faudrait alors d'autant plus applaudir un tel succès qui irait à l'encontre des données historiques invoquées par Condoleezza Rice et ses disciples.

## La carte à puce : la percée chinoise

A l'initiative probable de personnes dont les intérêts ne sont pas bien connus, se développe, à propos de Gemplus une campagne sur le thème : au secours, la carte à puce, technologie stratégique pour la France risque de devenir propriété américaine !

Or, dans ce domaine, celui de la technologie de production de la carte prête à l'usage jusqu'à sa personnalisation, c'est la Chine qu'il faudrait plutôt **craindre**. Ce pays a pu, en deux ans, développer avec des « Operating Systems » chinois des cartes de 8 K puis de 16 K de mémoire et commencent à fournir des mémoires de 32 K, faisant de la carte à puce un produit dont le **prix de vente** baisse à grande vitesse.

Devant le danger de cette montée en puissance inéluctable de la Chine dans la production de la carte à puce, le véritable **enjeu industriel** n'est pas de fantasmer sur une hypothétique menace américaine mais, de « neutraliser » un possible (et souhaitable) partenaire chinois en protégeant ce qu'il ne sait pas encore faire, quitte à se désintéresser progressivement d'une production de cartes qui va logiquement se loger dans les pays à faible coût de main d'œuvre. Car la vraie valeur technologique de Gemplus ne se situe pas dans la production de puces dont les brevets sont presque tous du domaine public. Elle réside surtout dans le domaine de la sécurité embarquée (cryptologie), dans sa capacité d'intégration des Operating Systems (OS) sur la carte et dans sa plate-forme logicielle OTA de structure de réseau.

**Robert Guillaumot, président d'ICAPI**

(International Center for Applied Business Intelligence)

## Vivement la retraite !

Quand on se passionne pour son travail, on n'a pas envie de partir vite à la retraite. En France malheureusement, cette passion disparaît. Selon le sondage **Sofres** le plus récent, 11 % seulement des adultes français souhaitent prendre leur retraite après 60 ans et ils ne sont plus que 2 % à vouloir aller au-delà de 65 ans. Pourquoi ? Parce que, selon **Sociovision**, le décalage va croissant entre la diversité des aspirations individuelles et la rigidité des structures collectives où le travail enserre. Dans les usines et dans les bureaux, l'informatique a remplacé les « petits chefs » mais pour le « personnel », la marge d'initiative est, dans la plupart des cas, encore plus faible. Quant aux « cadres », ils se plaignent du stress et sont tentés de tirer au flanc. D'ores et déjà, les conséquences pour l'économie s'annoncent lourdes. Rien n'est donc plus urgent que de multiplier les efforts pour redonner du sens au travail.

## Vaches maigres pour les chercheurs

En France et plus généralement en Europe, les budgets de recherche, tant publics que privés, sont affectés par la crise. Les offres d'emplois se font de plus en plus rares et beaucoup de jeunes se désespèrent. Une **exception** toutefois : la biotechnologie a le vent en poupe et cette discipline ne semble pas affectée par les restrictions en vigueur.

## La cour du roi télé

A Versailles, des princes et des ducs se disputaient l'honneur de porter le pot de chambre de Louis XIV. Aujourd'hui, nos hommes politiques veulent à tout prix être invités à la télé quelles que soient l'heure et la qualité de l'émission. Ainsi, de même que la noblesse avait abdicqué devant le pouvoir monarchique, nos « responsables » abdiquent-ils devant **le pouvoir de la télé**. Ce faisant, ils risquent de devenir les esclaves des émotions changeantes suscitées par l'actualité immédiate alors qu'ils devraient se mettre au service non pas des modes mais des aspirations profondes de la société. D'où l'idée que les « responsables » devraient se doter de radars sociaux d'un niveau de complexité compatible avec celui du milieu pour lequel ils opèrent et ne pas se laisser influencer par les sondages les plus volatils. « Etre dans le vent, a écrit Kundera, c'est l'ambition d'une feuille morte ».

## Guerre d'images

La télévision déstabilise les pays musulmans. D'un côté, les « sitcoms » renforcent les désirs d'**émancipation** à l'occidentale d'une certaine jeunesse ; de l'autre, les « news » donnent une large place au « martyr palestinien » et multiplient les **vocations extrémistes**. A l'heure actuelle, la deuxième tendance semble l'emporter sur la première. Nul doute qu'elle serait encore renforcée si les télévisions arabes pouvaient se procurer les images d'un « martyr irakien ».

# Risques et chances



## Le dollar reste en pole position

Dans *Vigilances 7*, le Professeur Fontela estime que le dollar est « en sérieux danger » et que « la parité avec l'euro n'est sans doute que le signe avant-coureur d'une crise plus profonde ». Sans sous-estimer l'importance du déficit de la balance des transactions courantes américaines, plusieurs membres du Club ont exprimé des doutes sur la validité de ce diagnostic. Nous résumons ici l'essentiel des raisons invoquées.

**Le dollar** jouit d'une situation acquise et d'une réputation établie de longue date. Il sert de monnaie de référence aussi bien pour la plupart des échanges commerciaux que pour les transactions inter bancaires ; il est considéré comme une monnaie refuge dans de très nombreux pays dont ceux d'Amérique Latine ; quant aux créanciers asiatiques, ils ont déjà acheté tellement de dollars qu'ils sont incités à continuer de peur de voir leurs actifs se déprécier.

**L'euro** a beaucoup d'obstacles à surmonter. Le plus grand pays de la zone, l'Allemagne, est en crise et son système bancaire est fragilisé ; l'ensemble de la zone connaît une croissance inférieure à celle des Etats-Unis et les écarts de productivité augmentent au lieu de diminuer ; le « policy mix » est désastreux puisqu'une baisse des taux d'intérêts stimulerait davantage l'activité économique que ne peuvent le faire l'accroissement des dépenses publiques ou l'allègement des impôts ; enfin, l'élargissement de l'Union européenne coûtera cher et cette facture pèsera sur l'euro.

Voilà, en bref, les arguments avancés par quelques uns de nos membres. Le débat reste ouvert.

M.U.

## Corée du Nord : des bombes très négociables

En Corée du Nord, Kim Jong Il, fils de l'impitoyable dictateur Kim Il Sung, dispose probablement de deux bombes atomiques et de quoi en fabriquer quelques autres. Son père en a voulu ainsi : « nous marcherons cul nu, avait-il dit, mais nous aurons la bombe ». Cette double prophétie s'est hélas réalisée et les Nord Coréens n'ont même plus de quoi manger. **La situation est si dramatique** que Kim Jong Il essaye par tous les moyens de récolter de l'argent. Le Japon, ennemi héréditaire, est maintenant courtisé. Et des émissaires Chinois ont discrètement fait savoir aux Etats-Unis, qu'il serait possible de négocier la destruction du potentiel atomique nord coréen contre une aide importante et de longue durée. Mais, comment accepter sans donner l'impression de céder à un chantage !

## Brésil : un « 1981 » à l'envers

Il peut être éclairant de comparer la situation du Brésil en 2002 à celle de la France en 1981. En France, le « programme commun » était franchement **déraisonnable** et François Mitterrand disposait d'une majorité parlementaire susceptible de l'appliquer. Mais le pays n'était pas **divisé** en deux blocs hostiles. La tolérance régnait et, sur tous les sujets concrets, une immense majorité de Français exprimaient des opinions voisines. Après quelques excès marqués par l'idéologie, le rose vif a donc, tout naturellement, tourné au rose pâle.

La situation du Brésil semble inverse. « Lula » a présenté aux électeurs un visage modéré ; il a promis d'honorer les engagements pris par son prédécesseurs à l'égard du FMI ; et il doit, de surcroît, bénéficier de l'appoint de quelques partis centristes pour disposer d'une majorité parlementaire. Mais le pays est profondément divisé. Il y a des très riches et des très pauvres, une société moderne et une société archaïque, des aspirations refoulées depuis des décennies et l'espoir chez certains que le « Lula » nouveau se souviendra de **l'idéal égalitaire** qui avait fait la popularité du « Lula » ancien. Nombre d'investisseurs étrangers se demandent donc si, après un ou deux ans, « Lula » ne va pas **changer de cap**. Pour répondre à cette question et fonder un pronostic valable, il faudrait disposer d'études sérieuses sur les tendances profondes de la société brésilienne. Tel n'étant pas le cas aujourd'hui, nous devons nous contenter, au moins temporairement, des impressions recueillies auprès de trois correspondants que nous avons interrogés.

Ils estiment tous les trois que le nouveau Président devra, tôt ou tard, faire preuve de « **radicalité** ». Mais comment le pourra-t-il si sa marge de manœuvre reste faible ? L'un d'entre eux (chef d'entreprise) croit que « Lula » devra choisir le terrain de la lutte contre **la corruption** et regagner ses galons de « radicalité » en s'attaquant spectaculairement à des personnalités réputées intouchables. Selon ce correspondant, une telle manœuvre serait habile : les laissés pour compte applaudiraient ; et les investisseurs aussi !

## L'Espagne sur le chemin du rattrapage

Le déficit public espagnol est passé de 6,6% en 1995 à 0% en 2001, et on est en droit de penser qu'il continuera à être en équilibre en 2002 et 2003. Au sein de l'Union monétaire européenne, l'Espagne impressionne par l'**orthodoxie** de ses politiques économiques. Et elle a du succès, puisque le taux de croissance se maintient bon an mal an à environ 1 point au dessus de la moyenne de l'UE.

Quand **la construction** va, tout va. L'Espagne est aujourd'hui un grand chantier d'infrastructures et, surtout, de logements. Les Européens du Nord affluent, demandant des équipements touristiques et des résidences secondaires. Et l'introduction de l'euro a forcé la mise en circulation des richesses des bas de laine. Les autres producteurs se réjouissent, les multiplicateurs des revenus stimulent leur demande, les prix ont une marge d'augmentation par rapport au reste de l'eurozone, et la paix sociale n'est pas mise en danger.

Peut-on continuer sur cette lancée ? Les élections nationales approchent et, même si elles permettent le retour des socialistes, on ne peut imaginer un changement de la politique économique. L'Espagne est donc un pays qui soulève des **expectatives positives**.

Où résident les **dangers** du futur ? Sans doute dans l'incapacité de réduire et le terrorisme et la montée des nationalismes dans certaines régions. Mais, également, dans la faiblesse du système de l'éducation supérieure, de la science et de la technologie. L'Espagne se classe quasiment en queue de peloton dans le tableau européen des indicateurs d'innovation ; ce n'est pas un bon point alors que l'on se dirige vers la société de la « connaissance ».

Emilio Fontela, Professeur honoraire à l'Université de Genève

## Cancer du foie : nouvelle technique chirurgicale

Durée de l'intervention chirurgicale très réduite. Hospitalisation écourtée. Recours à la transfusion ? Nul. Tels sont les avantages majeurs de cette nouvelle technique chirurgicale, dévoilée par *abcNewsOnline*, développée par des chirurgiens de Hammersmith Hospital et de l'Imperial College à Londres et appliquée au cancer du foie.

Une électrode fixée à **la tumeur** envoie des ondes radio de haute fréquence. La chaleur émise déshydrate toutes les cellules autour de la zone d'intervention qui, du coup, forment en quelque sorte une barrière de protection. Une fois l'**ablation** de la tumeur effectuée, l'écoulement de sang est minime. Auparavant, la même opération nécessitait toujours des transfusions puisque le patient perdait entre un et dix litres de sang. Testée sur une quarantaine de patients, la technique s'est avérée efficace à 100%. Aucune transfusion n'a été nécessaire et la durée d'hospitalisation, de 14 jours minimum, est tombée à 8 jours. Mieux encore, vingt mois plus tard, aucun cas de développement de **nouvelles métastases** n'a été décelé.

Cette technique, sûre, efficace et facile à mettre en œuvre, devrait être rapidement adoptée notamment dans les pays en voie de développement où l'hépatite B, cause majeure des cancers du foie, fait des ravages.

## Altruisme et « SoftPower »

OCW. Derrière cet acronyme se cache un immense projet d'éducation en ligne du prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT). Avec OpenCourseWare, c'est son nom, le MIT prend le contre-pied des tentatives de « **marchandisation** » de l'éducation en ligne. En effet, l'OCW a pour objectif, à terme - ses initiateurs parlent de dix ans -, de rendre accessible sur Internet et gratuitement tous les cours dispensés à l'Institut.

Les cours des départements d'anthropologie, de biologie, de chimie et d'informatique, entre autres, sont d'ores et déjà disponibles sur le web, depuis septembre dernier. A terme, ce sont des millions de pages, des centaines d'heures de vidéo de cours magistraux, de séminaires et de travaux pratiques qui seront disponibles. Que l'on habite Bogota, Accra ou New Delhi, on pourra, à défaut d'acquiescer un « Master » du MIT – **aucun diplôme n'est délivré en ligne** -, accéder à des enseignements d'un niveau mondialement reconnu.

Avec cette révolution dans le monde de l'éducation en ligne, le MIT conjugue altruisme et « SoftPower » (cf. Bruno Delaye dans le dossier de Vigilances n°7).

## Presse quotidienne, Internet et petites annonces

La plupart des jeunes et un nombre croissant des moins jeunes recourent à Internet pour les « petites annonces » de toutes sortes. C'est un danger pour la presse quotidienne dont une partie importante des recettes découle des petites annonces.

# Le dossier



## Délinquance des jeunes et dysfonctionnements sécuritaires

### Comment agir plus efficacement

Par **Sébastien Roché** et **Chris Loeffler**,

Respectivement politologue (France) et spécialiste en management de la violence (Etats-Unis)

**Actuellement, en France, les taux de délinquance rejoignent ceux que connaissent les Etats-Unis. Estimant que le débat opposant la prévention à la répression est dépassé, Sébastien Roché, spécialiste de la délinquance, notamment des jeunes, explore les différentes réponses institutionnelles et sociales susceptibles d'endiguer ce fléau. Chris Loeffler, quant à lui, s'attache particulièrement aux ressorts individuels de la violence.**

Une révolution est en marche en matière de sécurité. Il y a 25 ans, la police était censée servir de chien de garde du capitalisme et participer du contrôle social généralisé. Aujourd'hui, la police est considérée comme un service public auquel tous doivent avoir accès de manière égale.

Il faut dire que **la délinquance en France** a considérablement augmenté depuis 1960. Les agressions aussi depuis 1985.

**La réponse pénale** est-elle à la hauteur de l'enjeu ? A dire vrai, le système pénal réagit peu ou pas du tout. Et, son efficacité s'avère déclinante au moment où les besoins sont criants. En 1950, policiers et gendarmes élucidaient 36 % des vols (identifiaient les auteurs), contre seulement 11 % aujourd'hui.

Ces évolutions inquiétantes ne peuvent être corrigées que par la modernisation de l'Etat. Parmi **les réformes indispensables**, l'instauration d'une véritable proximité est urgente. Policiers, gendarmes et magistrats doivent être là où il y a des habitants, là où les délits se commettent. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui

Les polices d'ordre public (CRS) doivent être réorganisées, leurs effectifs réduits de manière à augmenter le nombre de fonctionnaires dans la rue.

La justice doit trouver les moyens de traiter moins mal le contentieux de masse. Les centres éducatifs fermés sont de ce point de vue un dispositif intéressant : ils s'intercalent entre l'absence de réponse et la prison, qui n'a pas de caractère éducatif.

Il faut aussi que la justice rénove les peines qu'elle peut distribuer (et notamment développe les peines de réparation). La question de la justice réparatrice ou restaurative est ici essentielle.

Il y a aussi une dimension sociale de la délinquance. La courbe des délits violents est la même que celle des taux de pauvreté chez les jeunes. Ils sont les nouveaux pauvres. La protection sociale doit en tenir compte.

Enfin, la politique de la ville est censée être le moyen de coordonner les politiques de l'Etat entre elles d'une part et avec celles des villes d'autre part. Mais, elle n'en pas les moyens. De plus, la prévention généraliste fait l'hypothèse qu'il suffit d'améliorer le bâti ou offrir des loisirs pour faire baisser la délinquance. C'est une erreur.

S.R.

La violence augmente. C'est un fait. Mais qui est violent ? Ce sont dans leur très grande majorité des hommes. Et, quel que soit le type de violences, elles sont, dans la plupart des cas, commises par des hommes.

Pourquoi ? L'on serait tenté de répondre que la société entière est devenue plus violente. Que la valorisation, en termes guerriers, de la compétition dans le sport, les entreprises, favorise le passage à l'acte. Que les films et les jeux vidéos de plus en plus violents sont source de mimétisme. Que la pornographie altère la perception de la sexualité... En fait, on assiste à une véritable crise de la « masculinité » dans une société où la violence, en tant que critère de masculinité, est devenue la norme.

Cette situation exige un **traitement de la violence** au niveau des individus, particulièrement les jeunes adultes qui ont commis des délits graves, surtout des actes de violence. Des stages basés sur la mise à nu des ressorts de la violence sont mis en place. Ils constituent le premier mouvement vers une justice « restaurative » ou encore « reconstituante ».

C.L.

## La délinquance en France : des chiffres inquiétants

La courbe de la délinquance est allée croissante en France depuis 1960 et l'on ne saurait expliquer les mauvais chiffres de 2001 et 2002 par les vols de téléphones mobiles.

On constatait un peu moins de 200 000 vols en 1950 (177 863 exactement). En 1973, il y en avait déjà 975 000. Depuis 1986, on compte de 2,3 millions à 2,6 millions de vols par an (maximum historique atteint en 1992. Nous sommes sur un « haut plateau » du vol et n'en redescendons pas.

Pour les **atteintes aux personnes** (essentiellement les agressions physiques) la tendance est encore plus inquiétante. Le point bas de la courbe se situe en 1950, avec 58 500 cas. Et, le point haut est contemporain : nous avons percé en 1999 le plafond des 233 000 cas. Depuis 1985, le chiffre a été à nouveau presque multiplié par deux (avec 254 500 en 2000), mais cette fois en 15 ans seulement (et non plus en 35 ans). Les **homicides** ont également progressé sur la période qui va de 1951-55 à 1995 : les statistiques sanitaires donnent des taux qui s'élèvent de 0,6 à 1,2 pour 100 000.

L'explication ne saurait être celle d'un meilleur enregistrement des faits par la police de proximité du fait des réformes. Au contraire, la comparaison de deux enquêtes nationales sur les victimes montre que le taux de plainte des particuliers pour agression baisse entre 1985 et 1995, et le volet français des enquêtes européennes le confirme pour l'ensemble des délits : de 1989 à 2000, le taux de dépôt de plainte tombe de 61 à 49 %.

## La réponse pénale à la délinquance

### *Les délinquants ont de moins en moins de risques de se faire prendre*

L'efficacité du système pénal est déclinante au moment où les besoins explosent.

La plupart de ses forces sont localisées dans les départements où les délits sont les moins nombreux. Les agents les moins expérimentés sont envoyés dans les zones les plus difficiles. Et, les **taux d'élucidation** des délits chutent, donc les taux de classement sans suite, tandis que **les peines prononcées** sont loin d'être systématiquement exécutées. À quoi sert d'élucider les délits si un large part des affaires sont classées ? À quoi sert de dépenser de l'énergie pour juger quelqu'un si, au bout du compte, on ne peut faire exécuter le jugement ?

Partons du début de la chaîne. **Il ne peut y avoir de réponse pénale à un délit que s'il est élucidé.** Ce taux d'élucidation nous donne une indication sur le risque que prend le délinquant, et aussi sur les variations de ce risque dans le temps.

Les taux d'élucidations varient énormément suivant la nature des actes : plus de 80 % des meurtres sont élucidés contre à peine plus de 10 % des cambriolages. Cependant, des tendances lourdes sont facilement décelables : en moyenne, **les taux d'élucidation en France sont passés de 51 % en 1950 à 27,5 % en 2000.** Le risque pris par le délinquant a presque été divisé par deux.

Cette diminution est encore plus spectaculaire pour les vols. En 1950, policiers et gendarmes élucidaient 36 % des vols, contre seulement 11 % aujourd'hui (trois fois moins).

On ne peut suivre les chiffres concernant les atteintes aux personnes de manière précise que depuis 1974. Dans ce cas aussi le taux d'élucidation décline : il est passé de 82 % à 70 %. Lorsque les délits sont communiqués aux autorités, ils sont assez bien élucidés. Mais il n'empêche que globalement là aussi les risques ont diminué pour les agresseurs.

## Des réformes indispensables

Il faut réagir à ces évolutions et moderniser l'Etat. Il y a à la fois des dimensions policières et judiciaires, des dimensions sociales et des dimensions liées à la coordination des actions publiques.

**1** - La première consiste à revoir radicalement **la répartition** des fonctionnaires sur le territoire. D'abord il faut tenir compte de la population. Il faut des policiers, des gendarmes et des magistrats là où il y a des habitants et des délits. C'est la base d'une véritable proximité.

Les zones police et gendarmerie doivent être redéfinies en périphérie des grandes villes et les relations concurrentielles transformées, par exemple en fixant des objectifs communs police gendarmerie et une évaluation globale. Les responsables doivent avoir pour mission de faire reculer la délinquance et être évalué sur ce point. C'est la direction que semble prendre Mr Sarkozy.

Les cadres d'Etats doivent pouvoir rester plus longtemps à une affectation sans que cela nuise à leur avancement. La **mobilité** professionnelle ne doit pas nuire à la sécurité. Les recrutements doivent être « territorialisés » : il faut tenir compte des réalités locales et donner la possibilité aux jeunes recrues de travailler dans la région dont ils sont issus s'ils le souhaitent. La difficulté du travail doit compter dans l'évolution de carrière.

Les polices d'ordre public doivent être **réorganisées**, leurs effectifs réduits de manière à augmenter le nombre de fonctionnaires sur la voie publique pour assurer la sécurité du quotidien. Il est de plus absurde d'avoir des doublons (CRS pour la police, Gendarmes mobiles pour la Gendarmerie Nationale). Et de payer les fonctionnaires à attendre dans leurs cantonnements l'appel du préfet. Sur ce point, le gouvernement actuel ne semble pas ouvrir le chantier de la réforme.

La seconde suppose que les professionnels doivent se fixer des **objectifs réalistes** et déterminer les moyens de les atteindre. Dans une démocratie, l'élection confie aux représentants du peuple de déterminer les orientations des politiques. Pour les mettre en œuvre, il faut permettre une globalisation des budgets. Le responsable de la sécurité publique doit pouvoir sélectionner ses priorités en fonction de la réalité locale et adapter les moyens pour l'assurer. Surtout, on doit évaluer les mesures et se doter des moyens de le faire au plan législatif et financier.

La justice doit trouver les moyens de traiter moins mal le contentieux de masse. Il faudrait pouvoir économiser de l'énergie sur différents aspects (par exemple, faut-il juger suivant la même procédure longue quelqu'un qui plaide innocent et un autre qui plaide coupable ?). Et, rien ne sert de prononcer des peines qui ne seront pas exécutées. **La justice doit réagir plus tôt dans la trajectoire délinquante** au lieu d'attendre que le casier se remplisse. Mais pour sanctionner plus tôt, cela suppose de pouvoir distribuer des peines adéquates et qu'elles soient appliquées. Les **centres éducatifs fermés** (CEF) sont de ce point de vue un dispositif intéressant : ils s'intercalent entre l'absence de réponse et la prison, qui n'a pas de caractère éducatif (on compte environ 1 éducateur pour 100 jeunes dans le quartier des mineurs de Fleury Mérogis). Avec un éducateur pour 2 jeunes, les CEF auront un réel contenu éducatif qui seul permet au jeune délinquant de trouver une place dans la société légale à la sortie du dispositif.

Il faut aussi que **la justice rénove les peines** qu'elle peut distribuer (et notamment développe les peines de réparation) et tisse les liens nécessaires pour qu'elles soient réellement exécutées jusqu'au dernier jour. La question de la justice réparatrice est ici essentielle (lire encadré de **Chris Loeffler**). Il faut que l'auteur d'un délit se rende utile pour sa victime, pour la collectivité et à ses propres yeux.

**2** - Il y a une **dimension sociale** de la délinquance, qui est liée au fonctionnement de l'Etat providence et à la crise économique. Entre les années cinquante et aujourd'hui la pauvreté a reculé en France. Très nettement. Mais elle a aussi changé de profil. Les pauvres étaient les personnes âgées qui avaient travaillé sans pouvoir épargner pour leur retraite. La mise en place de la sécurité sociale et des retraites par répartition ont permis de changer cet état de fait.

Pourtant, **la pauvreté** touche maintenant une autre catégorie : les jeunes (de moins de 25 ans qui ne sont pas étudiants). Depuis, les années 70, la proportion de jeunes pauvres (gagnant moins de la moitié du revenu médian) augmente constamment. Il faut être diplômé pour trouver du travail. Ceux qui ne le sont pas sont donc tenus aux marges du système, dans un état de précarité. **La courbe des délits violents** est la même que celle **des taux de pauvreté chez les jeunes**.

Il faut donc adapter la protection sociale et la scolarisation à ces nouvelles réalités. On retrouve le même diagnostic que pour la police : un Etat qui ne s'adapte pas assez vite.

**3** - Il reste enfin à agir sur **la coordination des administrations publiques**. Il y a une question de moyens, certes. Mais aussi de la manière dont ces moyens sont utilisés. En la matière, il n'y a pas de coordination de terrain (par opposition à celle qu'on trouve dans les contrats signés entre l'Etat et les agglomérations par exemple) entre les polices publiques (nationale, municipale et gendarmerie).

Et, il y a encore moins d'**articulation** de ces forces pénales avec celles du social. Pour différentes raisons (de culture professionnelle, de secret professionnel, de lignes hiérarchiques – les assistances sociales de la ville ne rencontrent pas celles du conseil général par exemple).

Pour obtenir des résultats en matière de réduction de la délinquance, Il faut éviter les orientations généralistes. Privilégier l'amélioration du bâti ou l'offre de loisirs ne suffit pas. **L'action doit être ciblée**. Si l'on veut, par exemple, agir sur les familles, il faut le faire en fonction des type de problèmes familiaux qui sont associés à la délinquance des jeunes (par exemple, le fait que les parents soient violents entre eux, en favorisant la médiation familiale). Des expérimentations existent, mais il faut passer à une généralisation sur la base d'une évaluation scientifique des programmes qui marchent.

(Documents fournis par **Sébastien Roché**)

## Vers une justice restaurative

On ne naît pas violent. On le devient. Et, on le devient d'autant plus facilement que la société, au moins sur le plan symbolique, fait de la violence, en tant que critère de « masculinité », la norme. Que ce soit dans le sport, les films, la publicité ou les jeux vidéo, dans les entreprises même, le langage guerrier est de mise. La guerre n'est - elle pas une affaire « d'hommes » ? Or, la « masculinité » est en crise. Et, cette crise débouche sur une posture d'« hypermasculinité » où la force se mesure tout autant à la violence exercée contre autrui qu'à celle que l'on est prêt à subir soi-même. Pour rompre **le cercle de la violence**, la prison seule ne suffit pas. La mise en place d'une justice restaurative ou encore reconstituante s'avère indispensable. Les tribunaux imposent, fréquemment, le suivi d'un traitement aux délinquants violents. Des stages, **véritables thérapies** de groupe, réunissent pendant 24 à 36 semaines des petits groupes de 12 à 8 hommes. Objectif : casser les ressorts de la violence et faire « émerger » l'honnête homme qui sommeille en chacun. Comment réagissent les hommes engagés dans ce processus ? Le ressentiment, surtout pour ceux à qui il fut imposé, cède rapidement la place à la curiosité puis à l'engagement. Une fois engagé dans une véritable participation, ouverte et quelquefois passionnée, de nouvelles étapes sont tracées. La notion de **responsabilité** tient une place centrale car « aucun homme n'est une île ». La responsabilité nous oblige. Elle implique la responsabilité de soi et la responsabilité vis-à-vis des autres. Pour redevenir responsable, il leur faut reconnaître :

- la « propriété » de leurs actes, de leurs comportements ;
- la transparence, dire ce qu'ils ont commis sans en rejeter la faute sur quelqu'un d'autre ;
- l'acceptation de toutes les conséquences de cet acte ;
- la réparation (base primordiale de la justice réparative ou restaurative).

A côté de la responsabilité, il nous faut leur apprendre à gérer les deux émotions « socialisatrices » que sont la **honte** et la **culpabilité**. Et dire que la première, qualifiée d'« émotion de la révolution » par Karl Marx et véritable source de violence selon de nombreux experts, doit être transformée en reconnaissance de culpabilité. Car la culpabilité, elle, est à la base de la responsabilité et d'une conscience développée. Il nous faut leur inculquer que le **courage**, ce n'est pas seulement le courage physique mais la capacité de se lever, à l'exemple de Martin Luther King, Nelson Mandela ou le Mahatma Gandhi, pour ce qui est juste. Il nous faut enfin réhabiliter, chez ces « durs », **les émotions dites féminines**, et à ce titre bannies, que sont la gentillesse, la tendresse, la douceur mais surtout l'empathie.

(Document établi par [Chris Loeffler](#))

### La vie du Club

#### Nouvelles adhésions approuvées par le Conseil :

	Fonction	Société
▪ Jean-pierre Bove	Directeur	Adgest SA (Suisse)
▪ Thibaut de Haas	Chargé d'études	Thalys (Belgique)
▪ Corinne Lapras Schmitt	Directeur R.H.	Distriborg Groupe
▪ Dominique Chardon	Président	Crédit agricole
▪ Brigitte Lemercier	Conseil en recrutement	Russel Reynolds Associates
▪ Liberty Verny	PDG	Victoria Consulting
▪ Patrick Rochet	Directeur de société	AFEI
▪ Eric Guillon	Directeur général	Eco Emballages

#### Prochain petit-déjeuner

**12 décembre 2002 : Marcel Roulet**, ancien président de France Télécom, ancien président de Thomson, président de l'association Paul Delouvrier interviendra sur le thème : **Vers la fin de l'Etat actionnaire : comment gérer les transitions.**

### **L'entreprise verte**

**Elisabeth Laville, Editions Village Mondial, 320 p., Paris 2002.**

La responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise, on en parle beaucoup. On sait que le public accueille de plus en plus favorablement les entreprises qui rompent avec la gestion traditionnelle et qui s'attachent à créer une triple valeur ajoutée économique mais aussi sociale et environnementale. Engouement ponctuel du public pour le développement durable ou tendance de fond ? Et, qu'en est-il de la réalité sur le terrain, c.-à-d. dans les entreprises ? Dans la lignée d'entreprises pionnières comme Patagonia, Ben & Jerry's ou The Cooperative Bank, les plus grands groupes mondiaux comme Nike, Shell, Interface, Novo ou Migros font aujourd'hui de cette démarche un facteur d'efficacité, un levier de création de valeur et une source d'innovation pour l'entreprise.

Repenser la raison d'être et la finalité de l'entreprise : telle est la démarche indispensable à la mise en place d'une stratégie de développement durable. Elisabeth Laville, diplômée d'HEC et fondatrice de *UTOPIES* – cabinet conseil pionnier en matière de développement durable -, analyse les différentes pratiques. Considérant que toutes les fonctions de l'entreprise sont concernées, l'auteur propose des pistes concrètes - procédés de production écologiques mais aussi achats, marketing, communication et ressources humaines " responsables " - à ceux qui veulent, non pas subir, mais anticiper et mener la révolution du développement durable.

### **Pourquoi les guerres ? Un siècle de géopolitique**

**François Géré, Editions Larousse en partenariat avec Courrier International, Paris 2002.**

Le XXe siècle a été particulièrement meurtrier. François Géré, directeur de l'Institut diplomatie et défense, s'intéresse dans son dernier livre, à l'histoire guerrière du siècle passé et ses retombées sur notre siècle actuel. Il passe donc d'un siècle à l'autre, thème de la Collection 20/21 de Larousse. De l'ébranlement des empires, au début du XXe siècle, au terrorisme, qui a ébranlé l'Amérique un certain 11 septembre 2001.

« Pourquoi les guerres ? » Les réponses sont complexes, multiples et complémentaires, assure l'auteur tout en dévoilant, avec une grande clarté, les tenants et les aboutissants de la guerre. Par exemple, afin de comprendre les guerres, il est indispensable, nous dit-il, de connaître les mobiles qui " sont souvent traduits en représentations géopolitiques ". D'après François Géré, ils sont de trois ordres. " Survivre fait parti des mobiles du premier ordre. C'est la relation primordiale du groupe humain à la nature, à l'écosystème." Les mobiles du second ordre concernent la " recherche de prospérité et de son accroissement ". Enfin, il y a " les mobiles d'ordre ultime et supérieur qui correspondent à l'idéologie : éthique, religion, systèmes de valeurs présentés comme universels ".

Pourquoi les guerres ? est sans aucun doute " un outil pratique pour le citoyen informé " et, l'auteur de préciser dans son avant-propos : " cet ouvrage ne vient pas célébrer la guerre, pas plus qu'il n'en annonce la disparition. Il vient la présenter et l'expliquer dans toutes ses causes, ses formes et ses dimensions. " C'est réussi.

### **Le djihad américain**

**Lewis Lapham, Editions Saint Simon, Paris 2002.**

Le dernier livre de Jean-François Revel, *L'obsession anti-américaine* touche un vaste public. Réjouissons-nous de ce succès puisque nombre de préjugés empreints d'ingratitude et de mesquinerie (préjugés particulièrement répandus parmi les élites françaises) méritent d'être dénoncés. Mais demandons-nous quand même si les brevets de vertu que la plupart des Américains décernent à leur propre nation sont toujours fondés. Pour cela, lisons Lewis Lapham, New-yorkais, directeur de la rédaction de « *Harper's Magazine* », qui consacre un essai brillant à la critique de cette bonne conscience. Il estime que « l'assurance évangélique » dont font souvent preuve les plus hauts responsables américains est le reflet d'une confusion volontairement entretenue entre l'Amérique en tant qu'Etat et l'Amérique en tant que rédemptrice des péchés de l'univers. Un univers que, du coup, les Américains ne font pas l'effort de comprendre et qui devient presque pour eux un « décor de théâtre ». L'auteur ajoute que, comme le « rêve américain » présuppose que la fortune sourit à ceux qui le méritent, l'argent fait figure d'instrument de la Providence digne de peser légitimement sur le cours des élections et l'évolution de la politique. Sur ce point, Lewis Lapham rejoint les préoccupations de Bill Bradley puisque le plus estimé des sénateurs démocrates a quitté la politique en raison de ce qu'il appelle le « pourrissement progressif » et plaide maintenant pour une « perestroïka américaine »

M.U.